

Autour d'un Pacifique postcolonial, pluriel et plurilingue

Enquête auprès des étudiants de l'enseignement supérieur à Port-Vila sur la construction de l'identité nationale au Vanuatu

Michael Leach, Matthew Clarke, Philippe Tanguy et James Scambary

Volume 32, numéro 2, 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021357ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021357ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Leach, M., Clarke, M., Tanguy, P. & Scambary, J. (2013). Autour d'un Pacifique postcolonial, pluriel et plurilingue : enquête auprès des étudiants de l'enseignement supérieur à Port-Vila sur la construction de l'identité nationale au Vanuatu. *Politique et Sociétés*, 32(2), 121–156.
<https://doi.org/10.7202/1021357ar>

Résumé de l'article

La construction de l'État-nation reste un défi majeur pour la Mélanésie. Dès la décolonisation des années 1970 et 1980, les nouvelles nations mélanésiennes ont éprouvé beaucoup de difficulté à se créer une identité nationale solide et une communauté politique unie, tout en maintenant leurs langues vernaculaires et leurs cultures traditionnelles. Le Vanuatu pour sa part a eu pour tâche de se construire une identité nationale en dépit d'un double héritage colonial franco-anglais. Cet article présente un sondage que nous avons organisé dans plusieurs centres d'enseignement supérieur à Port-Vila en 2010, dont l'Université du Pacifique Sud et l'Agence universitaire pour la francophonie, sur les attitudes des étudiants de ces institutions à l'égard de l'identité nationale. Notre enquête révèle, entre autres, qu'il existe des points communs et des similitudes sur le développement du sentiment national entre les étudiants francophones et anglophones de l'enseignement supérieur au Vanuatu. La convergence porte notamment sur des points clés tels les indicateurs de la fierté nationale, le maintien des traditions et de la *kastom* (coutume), la conception de la citoyenneté et le respect des institutions et de l'État de droit. Nos données indiquent aussi que, malgré un relâchement des liens postcoloniaux associant les deux langues d'enseignement à des affiliations religieuses et politiques divergentes, la langue d'enseignement reste un vecteur important pour les étudiants quant à leur attitude envers l'identité nationale et ses éléments prioritaires. Nos conclusions offrent un nouvel éclairage sur la vision qui pourrait animer les élites politiques et professionnelles futures du Vanuatu dans leur dépassement des fractures régionales, ethniques, intergénérationnelles et linguistiques qui ont jadis touché le pays.

Autour d'un Pacifique postcolonial, pluriel et plurilingue.

**Enquête auprès des étudiants de l'enseignement
supérieur à Port-Vila sur la construction de
l'identité nationale au Vanuatu¹**

Michael Leach

Swinburne University of Technology
mleach@swin.edu.au

Matthew Clarke

Deakin University
matthew.clarke@deakin.edu.au

Philippe Tanguy

University of New South Wales
p.tanguy@unswglobal.unsw.edu.au

James Scambary

Swinburne University of Technology
jamescambary@yahoo.com.au

La construction de l'État-nation reste un défi majeur pour la Mélanésie. Dès la décolonisation des années 1970 et 1980, les nouvelles nations mélanésiennes ont éprouvé beaucoup de difficulté à se créer une identité nationale solide et une communauté politique unie, tout en maintenant leurs langues vernaculaires et leurs cultures traditionnelles. Le Vanuatu pour sa part a eu pour tâche de se construire une identité nationale en dépit d'un double héritage colonial franco-anglais. Cet article présente un sondage que nous

1. Nous sommes reconnaissants envers David Hopa et Annette Théophile de l'Université du Pacifique Sud (UPS, campus de Port-Vila) pour leur aide et leurs conseils, ainsi que Valérie Étienne, Guillaume Legros et Tim Martyn pour leur contribution à la version finale de cet article. Nous remercions également les étudiants de l'UPS, de l'Institut de formation à l'enseignement / Vanuatu Institute of Teacher Education (VITE) et de l'Agence universitaire pour la francophonie (l'AUF), d'avoir mené les enquêtes. Les sondages ont été effectués avec l'appui d'une bourse de l'ADRA (Australian Research Development Award), bureau australien pour le développement de la recherche, généreusement soutenue par l'Agence australienne pour le développement international (AusAID). Les opinions émises dans cet article sont celles des auteurs et non pas de l'AusAID.

avons organisé dans plusieurs centres d'enseignement supérieur à Port-Vila en 2010, dont l'Université du Pacifique Sud et l'Agence universitaire pour la francophonie, sur les attitudes des étudiants de ces institutions à l'égard de l'identité nationale. Notre enquête révèle, entre autres, qu'il existe des points communs et des similitudes sur le développement du sentiment national entre les étudiants francophones et anglophones de l'enseignement supérieur au Vanuatu. La convergence porte notamment sur des points clés tels les indicateurs de la fierté nationale, le maintien des traditions et de la *kastom* (coutume), la conception de la citoyenneté et le respect des institutions et de l'État de droit. Nos données indiquent aussi que, malgré un relâchement des liens postcoloniaux associant les deux langues d'enseignement à des affiliations religieuses et politiques divergentes, la langue d'enseignement reste un vecteur important pour les étudiants quant à leur attitude envers l'identité nationale et ses éléments prioritaires. Nos conclusions offrent un nouvel éclairage sur la vision qui pourrait animer les élites politiques et professionnelles futures du Vanuatu dans leur dépassement des fractures régionales, ethniques, intergénérationnelles et linguistiques qui ont jadis touché le pays.

Nation-building remains a key challenge across Melanesian societies, including Vanuatu. From the origins of the new nations of Melanesia following decolonisation in the 1970s and 1980s, it was clear that creating a unifying sense of national identity and political community from multiple languages and diverse traditional cultures would be difficult. Despite an apparent greater success than neighbouring Melanesian states, the legacies of dual Anglo-French colonialism presented additional challenges to the post-independence political elites of Vanuatu. This paper presents new survey and focus group data on attitudes to national identity among tertiary students in Vanuatu, based on research conducted at the University of the South Pacific and other tertiary institutions in Port-Vila in 2010. Among other things, the survey identifies many key areas of common attitudes toward nationalism and national identity, shared by both Anglophone and Francophone Ni-Vanuatu. These include most indicators of national pride, and attitudes to the importance of respecting tradition and *kastom*, of citizenship, and respecting political institutions and laws. However, despite the weakening ties between language of education and political affiliation over recent years, the findings also suggest there remain some key areas of strong association between language of education, attitudes to the nation, and national identity. These findings cast new light on the attitudes of likely future elites toward regional, ethnic, intergenerational and linguistic fault lines in Vanuatu, and the challenges of building a cohesive sense of political community and national identity.

Le Vanuatu a accédé à l'indépendance en 1980, peu après la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon. Comme ce fut le cas des autres nations mélanésiennes, au moment de son indépendance, le Vanuatu a dû affronter le formidable défi de greffer un système occidental de gouvernance parlementaire, basé sur des principes rationalistes wébériens, à de robustes systèmes traditionnels restés profondément ancrés dans le pays en termes d'organisation politique et culturelle. À sa grande diversité ethnolinguistique

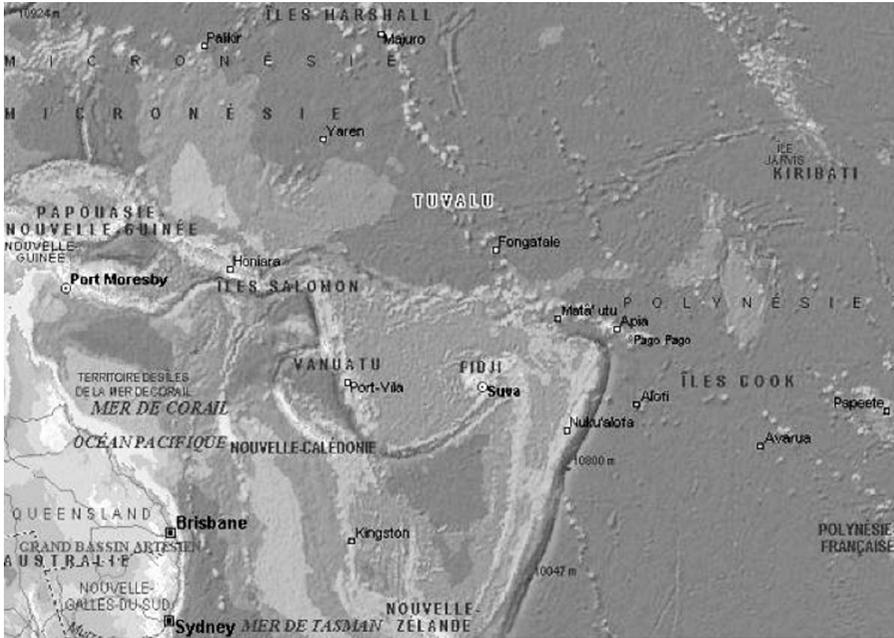
s'est ajouté un héritage colonial complexe, responsable d'importants clivages géographiques, religieux et linguistiques qui ont perduré pendant trois décennies. Après l'indépendance, ces clivages ont contribué à créer – au moins après 1991 – un système gouvernemental multipartite et instable, avec des retombées visibles dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et l'économie. Certes, le Vanuatu a obtenu plus de succès dans certains de ces domaines que d'autres États mélanésien voisins, mais le défi reste pour les dirigeants du pays de promouvoir et d'approfondir le processus culturel qui serait susceptible de forger une communauté politique cohérente soutenant le développement fonctionnel de l'État. Cet article présente les résultats d'un sondage, suivi de discussions, que nous avons mené en 2010 parmi des étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu (N = 298) sur leurs attitudes concernant la construction de l'identité nationale.

La diversité linguistique du Vanuatu et ses deux langues d'enseignement

La diversité géographique, ethnique et linguistique du Vanuatu est un élément essentiel du contexte de la présente étude. La majorité de la population Ni-Vanuatu est d'origine mélanésienne² et habite les îles d'Espiritu Santo, de Malekula, d'Efate et de Tanna. Elle s'est surtout implantée dans des zones rurales en s'engageant principalement dans l'agriculture de subsistance et dans la production de cultures vivrières (Miles, 1998). Les habitants, regroupés dans des localités ou des villages avec des membres de leur clan traditionnel ou de leur famille étendue, occupent des terres qui leur appartiennent en vertu des règles coutumières de la *kastom*. Ces zones de peuplement représentent un territoire considéré généralement comme sacré et communément appelé « nakamal » ou « tabou ples » (Bonnemaison, 1984). De ce fait, la terre, la famille et le clan sont des éléments étroitement liés et constituent le creuset même de l'identité Ni-Vanuatu.

Le Vanuatu est, sans doute, comme l'ont souligné John Lynch et Terry Crowley (2001) (ainsi que Crowley, 2005), la nation linguistiquement la plus diverse du monde (ratio du nombre d'habitants sur le nombre de langues, environ 265 000 habitants parlant 106 langues). Trois langues « introduites » sont reconnues comme les langues officielles du pays : l'anglais, le français et la langue vernaculaire nationale, le bislama. Le bislama a été à son début la *lingua franca* des Mélanésien recrutés comme coupeurs de canne dans les champs du Queensland au milieu du dix-neuvième siècle. Le bislama s'est

2. Il existe au Vanuatu comme dans toute la région du Pacifique des populations d'origine polynésienne et micronésienne. Au Vanuatu, les Polynésien et les Micronésien sont démographiquement faibles et ne jouent pas de rôle vital dans la construction de l'identité nationale. Le Vanuatu est une nation à forte composante mélanésienne (98 %).



par la suite répandu au Vanuatu en fonction de plusieurs facteurs, tels son utilisation commune par les autorités anglophones et francophones pour recruter le plus d'adhérents dans leur propre camp, la publication du Nouveau Testament en bislama, le besoin qu'ont ressenti les dirigeants nationalistes de promouvoir une seule et unique langue de partage et la diffusion par la radio nationale d'émissions en bislama. Aujourd'hui, plus des deux tiers de la population Ni-Vanuatu parlent bislama au quotidien et le rôle que joue cette langue dans l'évolution du sentiment national au Vanuatu ne peut être sous-estimé. Le bislama cependant reste uniquement une langue vernaculaire, de communication orale, enseignée dans aucune institution au Vanuatu. Seuls le français et l'anglais y sont utilisés dans le domaine de l'éducation formelle. Ce sont donc ces deux langues postcoloniales qui forment les élites vanuataises, éduquées selon leur choix de langue pour assurer leur parcours professionnel.

Christianisme, colonialisme et la division linguistique dans le domaine de l'éducation

L'adoption de l'anglais et du français comme les deux langues d'enseignement du pays est un héritage direct de l'histoire coloniale et religieuse du Vanuatu. L'histoire du Vanuatu, dès l'arrivée des Européens, a été dominée par la présence de missionnaires. Les premiers, issus de la London Missionary Society, ont débarqué aux Nouvelles-Hébrides en 1839. Des missionnaires

presbytériens leur ont succédé en 1849. Les activités missionnaires anglicanes au Vanuatu ont également vu le jour en 1849. À la différence de ces activités évangélistes, l'administration coloniale de l'époque restait pour sa part assez limitée. Cette dernière ne s'est vraiment activée qu'avec la création en 1887 de la Commission navale mixte franco-britannique. C'est seulement en 1906 – surtout à la demande des colons européens – qu'un accord officiel pour créer une administration commune entre les autorités coloniales françaises et britanniques a été entériné. Le Royaume-Uni et la France ont par la suite conjointement administré le « Condominium » des Nouvelles-Hébrides, jusqu'à son indépendance en 1980. Bien que ces deux instances coloniales aient convenu de créer un tribunal mixte franco-britannique pour la gestion des terres, chacune a mis en place sa propre bureaucratie administrative, ainsi qu'un système parallèle de soins médicaux, une force policière séparée et un système de scolarité distinct (Van Trease, 1995).

La centralité du christianisme dans l'identité culturelle du Vanuatu d'aujourd'hui peut être attribuée, en partie, au rôle historique qu'ont joué les missionnaires dans la prestation des services essentiels (Hilliard, 1978). Il est arrivé que les deux puissances coloniales soutiennent financièrement certains services de base que les missionnaires avaient déjà initiés – le gouvernement britannique a ainsi accordé des appuis financiers à divers hôpitaux administrés par l'Église anglicane à partir des années 1930 (Brown, 2009a). Mais les deux puissances coloniales n'ont commencé à fournir directement des services de santé et d'éducation au Vanuatu qu'au cours des années 1960. Les écoles de langue anglaise, par exemple, sont restées sous le contrôle direct de l'Église anglicane jusqu'en 1973 (Miles, 1998). Aujourd'hui, environ 83 % de la population Ni-Vanuatu s'identifie comme étant chrétienne. L'une des expressions clés de l'hymne national du Vanuatu est « *God i givim ples ya long yumi* » (Dieu nous a donné cette terre). En outre, dans son préambule, la Constitution du Vanuatu déclare :

Nous, Peuple du Vanuatu, fier de notre lutte pour la liberté, déterminé à préserver les fruits de cette lutte, profondément attaché à notre diversité ethnique, linguistique et culturelle, et conscient par ailleurs de notre destin commun, proclamons la création de la République libre et unie du Vanuatu, fondée sur les valeurs traditionnelles mélanésiennes, la foi en Dieu et les principes chrétiens, et à cette fin nous nous donnons cette Constitution. [Traduction libre]

Les églises chrétiennes sont liées, intrinsèquement, à la division historique entre le français et l'anglais comme langues de l'enseignement formel au Vanuatu. Au moins jusqu'à la fin de la période coloniale, les missionnaires catholiques (dont la présence permanente au Vanuatu date de 1887) n'ont cessé de scolariser leurs ouailles en français, tandis que pour la grande majorité des protestants l'éducation était dispensée uniquement en anglais (Crowley, 2005). Comme les missions anglophones et francophones s'étaient

implantées sur des îles différentes, l'île d'origine devint un facteur déterminant de la préférence linguistique, religieuse et, nous y reviendrons, politique du citoyen Ni-Vanuatu. Autrement dit, la population originaire d'une île particulière s'est trouvée liée à l'administration coloniale selon des critères spécifiquement religieux et linguistiques, ce qui explique le fait que l'appartenance à une île particulière est largement reconnue comme un marqueur important de l'identité de la plupart des Ni-Vanuatu. Selon certains chercheurs, cette appartenance à l'île d'origine est même plus fortement ressentie chez le Ni-Vanuatu que ses liens de parenté (Kernot et Sakita, 2008). Cependant, les résultats de notre enquête laissent penser que, parmi les étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu, l'île d'origine et les croyances religieuses jouent aujourd'hui en elles-mêmes un rôle de moindre importance dans la détermination des attitudes identitaires au niveau national. Par contre, notre enquête révèle que la langue d'enseignement est un indicateur important et même déterminant de certaines différences dans ces attitudes.

Au fil du temps, la division politico-linguistique du Vanuatu s'est approfondie en fonction de la rivalité entre les deux puissances coloniales du Condominium, et ce, jusqu'à l'indépendance. À la fin de l'ère coloniale, le budget de l'État français attribué à l'éducation scolaire devançait largement celui des Britanniques, ce qui a fait que le nombre de locuteurs francophones au Vanuatu, dans plusieurs des recensements de la population, a dépassé le chiffre officiel de catholiques. Pendant les années 1960 et 1970, l'État français multiplia son soutien financier aux écoles de langue française au Vanuatu, au point qu'en 1976 son budget pour l'éducation primaire comptait pour cinq fois plus que le montant alloué par le Royaume-Uni au soutien des écoles de langue anglaise. De plus, le système d'enseignement francophone étant gratuit, il attirait de nombreux élèves de familles anglophones. En 1980, l'année de l'indépendance, le nombre d'élèves fréquentant les écoles françaises représentait environ 50 % de la population scolarisée. Toutefois, en 1990, le taux d'inscription dans les écoles françaises avait baissé et s'élevait à moins de 40 % de la totalité des élèves (Van Trease, 1995).

Le Vanuatu ayant ainsi hérité de ces deux systèmes scolaires séparés et parallèles, le financement par l'une ou par l'autre autorité coloniale de son propre système scolaire a dès lors évolué, en hausse ou en baisse, selon les percées ou les pertes de vitesse des partis politiques d'allégeance soit francophone, soit anglophone. En conséquence, beaucoup de parents ont couvert leurs arrières en envoyant leurs enfants dans l'un ou l'autre système scolaire, indépendamment de leur propre affiliation linguistique. Aujourd'hui une majorité sensible (deux tiers) des habitants du Vanuatu pratiquent l'anglais, langue de leur enseignement scolaire devenue de ce fait leur langue non autochtone dominante, alors que l'autre tiers utilisent le français comme leur principale langue non autochtone (en raison de leur scolarisation).

Questions de l'identité nationale depuis l'indépendance

Une des exigences de la Constitution du Vanuatu, au moment de son indépendance, était que le système électoral reflète l'importance du bislama, du français et de l'anglais comme les trois langues officielles du pays. Or, dès avant l'indépendance, les autorités coloniales avaient introduit un système de vote unique non transférable (VUNT) selon lequel chaque circonscription électorale serait dotée de plusieurs sièges à pourvoir, alors que chaque électeur n'aurait droit qu'à une voix. Cela signifiait, par exemple, que dans une circonscription de quatre sièges, un candidat d'une minorité religieuse et/ou linguistique obtenant un peu plus de 20 % des voix pouvait être élu. En fonction du VUNT et de certaines autres dispositions constitutionnelles, il était donc possible de penser que l'objectif de préserver la représentation proportionnelle de la minorité francophone au niveau électoral, après l'indépendance, ne serait pas difficile à atteindre. Rien n'y fit. Sur le plan électoral, la rivalité – voire le conflit – entre les anglophones et les francophones s'est accentuée pendant les années 1970, les deux groupes linguistiques accordant leur soutien respectif à deux partis différents qui s'efforçaient de rafler la totalité des sièges à pourvoir dans chaque circonscription. D'une manière générale donc, dans le sillage de l'indépendance, les deux groupements linguistiques se sont installés dans deux partis dont les rivalités religieuse, sociale et politique étaient des plus vives et profondes. En 1980, le parti indépendantiste anglophone et protestant, le Vanua'aku Pati (VP) du pasteur Walter Lini, s'opposa d'emblée à la coalition de partis catholiques et francophones, à savoir l'Union des partis modérés (UPM) du père Gérard Leymang.

Dans la décennie qui suivit l'indépendance, le système politique au Vanuatu continua d'être largement axé sur cette rivalité de caractère plus ou moins binaire, mettant des alliances politiques franco-catholiques et anglo-protestantes directement en opposition, d'où un système bipartite pratiquement inédit en Mélanésie, avec l'existence de deux blocs politiques relativement stables jusqu'en 1991. Cependant, au début des années 1990, ce clivage de base allait éclater, à la suite de la formation de factions diverses et d'une plus grande fluidité dans les mouvances politiques du pays (Van Trease, 2005). Aujourd'hui, les partis politiques au Vanuatu se caractérisent beaucoup plus par des coalitions opportunistes, souvent disparates, qui ne s'alignent pas nécessairement selon leur orientation linguistique ou religieuse. Il est arrivé que des personnalités politiques formellement anglophones rejoignent une formation de parlementaires francophones pour former une alliance d'occasion, de nature souvent éphémère (Van Trease, 2005).

Cela dit, les principaux blocs politiques contemporains au Vanuatu ont fondé leur légitimité sur leur provenance en date de l'ère coloniale, et ils se réclament les héritiers directs soit du VP anglophone d'antan, soit de l'UPM francophone. Il convient de noter que des membres de ces deux anciennes

formations siègent toujours aujourd'hui au Parlement, en tant que représentants de l'un ou de l'autre des partis contemporains, et que parfois ils se regroupent pour constituer des blocs de soutien, soit à l'opposition (rassemblant généralement une majorité de parlementaires francophones), soit au gouvernement (dont la composition est habituellement anglophone).

Une des conséquences de l'éclatement des affiliations politico-linguistiques au Vanuatu est l'instabilité chronique des gouvernements, des motions de censure et des appels en Cour suprême amenant la chute régulière et répétitive des gouvernants. Les majorités parlementaires ont réagi en réduisant le nombre et la durée des séances du Parlement, ce qui a eu pour conséquence le report systématique d'un nombre important de projets de loi pour lesquels l'approbation préalable du Parlement s'avère nécessaire. En date de la rédaction de cet article (avril 2013), un nouveau gouvernement a été formé par le député et ancien ministre des Finances, Moanna Carcasses Kalosil, qui a la singularité d'être non seulement le chef de file du Parti des Verts, mais d'être, fait intéressant, de descendance française (son père étant un natif de Carcassonne, d'où son patronyme). Le premier ministre Carcasses Kalosil est ainsi, dans toute l'histoire moderne du Vanuatu, le premier chef de gouvernement dont l'origine est non mélanésienne et non vanuataise. Il a succédé à Sato Kilman dont le gouvernement avait réussi, fait tout aussi historique et remarquable, à survivre à huit motions de censure avant de jeter l'éponge. Kilman dirige maintenant l'opposition. Une désillusion généralisée vis-à-vis du système politique au Vanuatu, qualifié souvent de « jeu de chaises musicales », a renforcé la fragilisation du pouvoir et entraîné un niveau élevé d'abstentionnisme lors des scrutins (Morgan, 2008).

Malgré ces obstacles, et continuant à faire face au clivage historique qui a souvent divisé le pays entre anglophones et francophones, le Vanuatu reste l'un des rares pays de la région du Pacifique à avoir pu développer un sens relativement fort de fierté et d'identité nationale, en plus d'une grande sensibilité et d'un esprit d'ouverture quant à sa culture et à ses attaches mélanésiennes. Il est à souligner dans ce contexte que le premier ministre Carcasses Kalosil, Tahitien de naissance certes mais naturalisé Ni-Vanuatu, a placé au cœur du programme politique de son gouvernement un attachement encore plus fort du Vanuatu au Groupe de frappe mélanésienne (le Melanesian Spearhead Group), et il se soucie de mettre tout en œuvre au niveau régional pour favoriser l'indépendance de la Papouasie occidentale (actuellement une province de l'Indonésie). Afin de mieux cerner l'impact contemporain que pourrait encore jouer le clivage historique entre francophones et anglophones au Vanuatu, nous présentons ici les résultats d'une enquête effectuée auprès d'un groupe d'étudiants Ni-Vanuatu de l'enseignement supérieur, sur leurs attitudes formatrices quant à la construction de l'État-nation et de l'identité nationale. Il convient de souligner que ce groupe d'étudiants n'est représentatif ni des citoyens du Vanuatu en général ni même de la jeunesse

du pays, mais qu'il représente néanmoins une section importante de sa future élite décisionnelle.

Méthodologie

Cet article présente une analyse quantitative des réponses de 298 étudiants Ni-Vanuatu de l'enseignement supérieur qui ont participé à notre enquête, ainsi qu'une analyse qualitative d'un groupe de « discutants » dont l'effectif est plus réduit (N = 15). Nos sondages ont été menés sur les campus de l'Université du Pacifique Sud (UPS), du Vanuatu Institute of Teacher Education (VITE - Institut Ni-Vanuatu de formation à l'enseignement) et de l'Agence universitaire pour la francophonie (AUF) à Port-Vila en mars 2010. L'instrument de sondage principal que nous avons utilisé, après avoir obtenu l'approbation requise, est basé sur la série de questions du Programme de l'enquête sociale internationale, appelé ISSP (International Social Survey Programme)³. Nous avons modifié ces questions quand cela s'avérait nécessaire pour refléter les conditions locales du Vanuatu, et nous avons ajouté d'autres questions portant sur les coutumes et les spécificités du Vanuatu. Nos sondages ont été effectués en anglais (langue d'enseignement principale à l'UPS) et en français (seule langue d'enseignement de l'AUF et l'une des deux langues d'enseignement du VITE). Tous les sondés, répartis sur les trois campus, étaient âgés de 18 ans ou plus. Des étudiants non sondés ont été employés en pairs pour poser les questions, en respectant l'anonymat des répondants et conformément à la technique de sondage libre et spontané. Dans le but de refléter le plus fidèlement possible la proportion des francophones par rapport aux anglophones dans le pays, environ 200 répondants (tous de l'UPS) étaient de langue anglaise, alors que 100 d'entre eux étaient francophones (venant du VITE, de l'AUF ou de la filière francophone de l'UPS). Cette pondération reflète également la proportion des anglophones et des francophones dans la population d'étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu.

« L'enquête ISSP est l'une des grandes enquêtes sociologiques internationales, fruit d'une étroite coopération entre chercheurs de nombreux pays différents⁴. » L'ISSP vit le jour en 1984 avec la création d'un modèle commun de sondage à partir des enquêtes nationales d'alors, organisées par l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, sur les attitudes clés de leur population. Cette collaboration des quatre pays avait pour objectif d'aligner leurs enquêtes nationales autour de questions et de thématiques communes pour mettre au point un seul et même questionnaire collectif, afin de rendre possibles l'analyse et la comparaison de données d'un pays à

3. Voir le site de l'ISSP (<http://www.issp.org>).

4. Source : (<http://issp-france.upmf-grenoble.fr>).

un autre et aussi de mesurer les évolutions sociales au niveau international dans le temps. Depuis sa création par les pays fondateurs, l'enquête ISSP a étendu son champ d'application pour regrouper aujourd'hui une cinquantaine de pays-membres qui organisent régulièrement des enquêtes sur les attitudes sociales. Ainsi, les modules ISSP permettent la comparaison des résultats des enquêtes tant au niveau international qu'au niveau bilatéral, d'un pays spécifique à un autre, pour mesurer les grandes évolutions sociales. Aujourd'hui les données des modules de l'ISSP sont disponibles sur presque la totalité des 50 pays-membres, et plus de 5000 articles de recherche et d'analyse ont déjà été publiés grâce aux données recueillies dans les sondages nationaux et internationaux de l'ISSP.

L'intérêt d'un sondage ISSP repose surtout sur le fait que les questions d'un module, dans leur ensemble, visent à cerner les attitudes des populations sur des thématiques de grande envergure, par exemple le rôle du gouvernement, l'inégalité sociale, le rôle de la religion, la parité des sexes ou les relations de travail. Un des principes de base de l'ISSP est que toute question posée dans le module international peut être répercutée à l'échelle nationale. Ainsi, toutes les questions d'une enquête ISSP sont d'emblée à la disposition de tous les pays-membres qui peuvent, suivant leur choix, les sélectionner et les utiliser pour arriver à leurs objectifs dans leur contexte national. Il s'en suit que pour chaque question se trouvant dans le module international ISSP et publiée normalement en anglais, si un pays-membre particulier songe à en faire usage pour son enquête nationale, cette question doit être traduite de manière très précise dans la langue de ce pays, à des fins de comparaison. De ce fait, au vu des différences socioculturelles importantes qui peuvent exister d'un pays à un autre et qu'il convient de prendre en compte, les questions des modules ISSP ont sensiblement évolué au cours des trois dernières décennies. Dans certain cas, en reconnaissance des spécificités d'un pays ou d'une région, et des différences qui peuvent marquer une culture par rapport à une autre, il a été convenu de modifier et d'adapter certaines questions si nécessaire, ou bien de les expliciter au moyen de questions subsidiaires, afin d'en renforcer la pertinence. C'est cette procédure qui a permis, dans l'enquête auprès des étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu, de modifier certaines questions du sondage ISSP sur l'identité nationale. Nos modifications prennent en compte précisément certaines pratiques sociales qu'il n'est guère possible de contourner dès que l'on examine les fondements de la culture vanuataise.

Une de nos modifications du module ISSP, par exemple, porte sur le traitement du concept vanuatais de relations *wantok*, terme créolisé (dérivé de l'anglais « one talk », voulant dire la langue partagée d'un groupe) qui, au Vanuatu, se réfère à la famille non seulement proche mais étendue, pour ensuite s'étendre bien au-delà, jusqu'au clan, considéré comme le groupement linguistique et culturel de base des Ni-Vanuatu. En conséquence, le

terme *wantok* couvre tout le tissu des relations marquant la loyauté et le respect qu'un individu doit porter à l'égard de tous les autres membres de la famille et du clan, et cela peut s'étendre jusqu'à des demandes ou des transactions d'ordre monétaire et financier. Ainsi, un membre du clan peut faire appel à un autre membre pour se défaire d'une dette et il se peut bien, selon la nature de leurs relations *wantok*, que ce dernier se sente contraint d'en assumer la responsabilité. Ce système peut s'appliquer non seulement à des exactions d'argent en espèces, mais à des trocs, à des achats de biens, à des dons de nourriture et à des accès aux emplois. Le système touche donc de manière fondamentale l'identité du Ni-Vanuatu sur les plans familial et communautaire. Notre objectif principal, dans notre adaptation du questionnaire ISSP pour inclure le concept de relations *wantok* dans notre sondage d'étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu, était de permettre une analyse serrée du rôle que le système de relations *wantok* peut jouer dans la construction de leur sentiment d'attache à la nation, soit pour catalyser, soit pour entraver son évolution. Nous voulions en outre cerner de plus près comment ce sentiment d'attache au Vanuatu en tant que nation peut continuer à se construire à l'avenir, vu la durabilité du système familial et clanique et l'actualisation, sinon l'expansion du système de relations *wantok* dans le pays.

Pour arriver à une formulation précise des questions de l'ISSP à modifier, nous nous sommes appuyés sur la documentation traitant de la culture vanuataise ainsi que sur notre propre expérience acquise à la suite de nombreuses années de recherche sur le terrain. Nos questions ont été rédigées en anglais et par la suite elles ont été traduites en français, et les deux versions ont été soumises à un essai de lecture et de compréhension auprès des étudiants-pairs chargés de mener l'enquête et de poser les questions. Ce procédé visait d'abord à évaluer l'efficacité et la pertinence des questions pour les besoins spécifiques de notre enquête. À la suite des réactions et des commentaires des étudiants-pairs, nous avons effectué des changements relativement mineurs au niveau de la rédaction des questions, afin de les peaufiner. Puis la version finale des questions a été soumise à d'autres spécialistes et praticants de la culture Ni-Vanuatu, à des fins de vérification, avant que l'instrument de sondage final ne soit adopté.

Suite au questionnaire, un groupe de discutants a été organisé avec quinze des personnes sondées. Cinq des participants de ce groupe se sont identifiés comme francophones, et dix comme anglophones. Les discussions au sein du groupe ont été facilitées par deux membres du personnel de l'UPS (une francophone et un anglophone). Toutefois, les discutants en grande majorité ayant préféré s'exprimer en bislama, les discussions ont eu lieu principalement dans cette langue vernaculaire, sauf pour quelques rares interventions en anglais ou en français. Le groupe de discutants nous a servi pour étudier de plus près et pour étayer, de manière qualitative, diverses

questions qui suscitaient des approfondissements et des précisions quant aux réponses obtenues lors du sondage.

En outre, d'autres éléments de réponse de la part des étudiants dans le groupe de discussions nous ont permis d'évaluer la force relative de la construction de l'identité nationale dite civique ou « volontariste », comparée à une conception de l'identité nationale plus ethnique ou « objectiviste ». L'une (civique ou volontariste) repose sur l'attachement à la nation en fonction d'un élan volontaire, à travers par exemple le degré de respect porté à ses institutions politiques et à ses lois, ou encore à travers le sentiment de se sentir vraiment de nationalité Ni-Vanuatu. L'autre conception (ethnique ou objectiviste) repose davantage sur des notions objectives de parenté et de culture, par exemple le fait tout simplement d'être né au Vanuatu ou bien de parler couramment le bislama, de respecter la *kastom* ou de se déclarer chrétien. Enfin, notre enquête permet d'examiner en une mesure générale comment les attitudes et les croyances sur l'identité nationale peuvent se transposer dans les politiques instaurées au niveau institutionnel et se transmettre dans la mythologie collective et les discours publics (Jones et Smith, 2001).

Résultats de l'enquête

Avec comme élément de base le questionnaire international de l'ISSP sur l'identité nationale, et avec les adaptations et les modifications que nous y avons apportées pour répondre aux spécificités du Vanuatu, nos questions ont été divisées en trois grandes catégories : d'abord, les coordonnées des étudiants et autres renseignements personnels comme le sexe, l'âge, l'île d'origine et les compétences linguistiques ; ensuite, les questions de l'ISSP sur l'identité nationale qui, modifiées comme nous l'avons expliqué ci-dessus pour les besoins de notre enquête, permettent d'évaluer l'importance relative des affiliations du participant à la communauté politique et aussi de cerner son degré d'appartenance et sa loyauté envers divers groupes ainsi que sa fierté nationale ; et finalement d'autres questions telle celle sur la préférence de chaque répondant quant au meilleur intervenant pour des cas spécifiques de litige, dans le but d'évaluer la durabilité et la résilience du système traditionnel et de la *kastom*. Généralement, ces questions, selon leurs trois volets distincts, visaient à nous apporter, à travers les réponses de nos sondés, une meilleure compréhension des éléments clés du développement de l'identité nationale tel que l'entend une élite future du Vanuatu. Par ailleurs, ces indicateurs nous ont permis d'évaluer la force relative des affiliations des répondants au niveau de la société *traditionnelle* ou *moderne* (voir plus loin pour une explication de ces termes), ainsi que leur degré d'appartenance à l'égard des diverses communautés locales, provinciales et nationales. En croisant ces affiliations avec les coordonnées personnelles des

TABLEAU 1

Étudiants de l'enseignement supérieur et compétence linguistique

%	Compétence				N
	Locuteurs	courante	modérée	de base	
Bislama	95,3	3	1,4	0,3	296
Anglais	45,9	44,2	9,5	0,3	294
Français	33,8	13	42,3	10,9	293

répondants, nous avons pu évaluer comment leur langue d'enseignement, en l'occurrence l'anglais ou le français, peut être un facteur d'influence des réponses obtenues.

Le tableau 1 détaille les compétences linguistiques des répondants selon leurs propres déclarations.

Les réponses indiquent un niveau élevé de compétence en bislama, 95 % des étudiants déclarant parler le bislama couramment. En plus, 46 % d'entre eux se sont déclarés capables de parler l'anglais « couramment » et 34 % capables de s'exprimer en français courant. Pratiquement tous les répondants ont signalé avoir au moins une compétence de base ou une compétence modérée en anglais, alors que 11 % ont déclaré n'avoir aucune compétence en français, pas même de base.

Réponses aux questions sur la communauté politique

Nous avons ensuite demandé aux étudiants d'indiquer à quel degré ils se sentent attachés émotionnellement à la communauté politique au niveau sous-national, national ou supranational. Leurs réponses, présentées au tableau 2, montrent nettement leur sentiment d'attache à la nation d'abord, puis au village. Environ 68 % des étudiants se sentent très attachés au Vanuatu en tant que nation. Ceci est suivi de l'attache au village, identifiée

TABLEAU 2

**À quel degré vous sentez-vous proche de votre...
(% des répondants)**

	Très (1)	Beaucoup (2)	Total (1)+(2)	Pas beaucoup	Pas du tout	Ne sait pas
Village natal	59,0	25,3	84,3	12,0	2,7	1,0
Île d'origine	50,5	33,1	83,6	12,7	2,7	1,0
Province de résidence	38,6	39,3	77,9	18,1	3,0	1,0
(Pays) Le Vanuatu	68,3	23,0	91,3	6,0	1,7	1,0
Région mélanésienne	36,0	37,7	73,7	20,3	2,7	3,3
Région du Pacifique	26,7	39,7	66,4	19,7	7,0	7,0

aussi comme très forte par 59 % d'entre eux. Des affiliations nettement plus faibles sont ressenties à l'égard de la province de résidence. Cependant, des sentiments pan-mélanésiens parmi les étudiants restent évidents, avec bon nombre d'entre eux (36 %) se sentant très proches de la Mélanésie. Fait intéressant, leur degré d'identification à la Mélanésie est plus élevé que celui à la région du Pacifique en général (27 %).

Au cours des discussions de groupe qui ont suivi le sondage, plusieurs de nos discutants ont déclaré qu'ils avaient développé un sentiment plus fort à l'égard du Vanuatu en tant que nation surtout après s'être éloignés de leur propre île et de leurs coutumes d'origine pour venir vivre dans la capitale et en mixité avec des collègues arrivés d'autres coins du pays. La vie urbaine, en fonction des manifestations culturelles multiethniques qu'elle encourage, est considérée comme une des pierres angulaires de la construction de la culture Ni-Vanuatu et du sentiment national. Pour les participants, alors que vivre avec des proches au sein du village rural ou de l'île d'origine tend à renforcer les affiliations locales et sous-nationales, le partage des cultures dont ils font l'expérience dans un milieu urbain amène un sens beaucoup plus profond de leur identité nationale. Or, le Vanuatu est un pays de composition grandement rurale (80 %). Cela nous amène à penser que les étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu sont plus conscients que d'autres membres de la communauté de la chance qui leur est offerte de vivre en milieu urbain et de transcender les attaches traditionnelles et les affiliations locales, donc d'être plus en mesure que d'autres secteurs de la communauté de développer une forte attache à l'État-nation.

Cependant, lorsque les réponses sont examinées en fonction de la langue d'enseignement, des différences ressortent (voir les tableaux 3a et 3b). Les étudiants anglophones se sentent beaucoup plus proches de la Mélanésie que leurs homologues francophones, à raison d'un taux de 81 % comparé à 59 %, et de ce fait la notion de l'unité pan-mélanésienne résonne plus fortement chez les étudiants anglophones que francophones (tableau 3a). Cet écart est significatif (22 %) et il est probablement lié à la dominance de la culture anglophone dans les sociétés mélanésiennes avoisinantes du Vanuatu, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie. Un écart légèrement plus faible (16 %) mais allant dans le même sens s'applique entre anglophones (71 %) et francophones (56 %) en ce qui touche leur sentiment d'attache respectif à la région du Pacifique en général (tableau 3b).

Les résultats présentés aux tableaux 3a et 3b concordent avec les sentiments d'attache que ressentent les étudiants à l'égard des pays spécifiques de la région (tableau 4). Dans leur ensemble, les répondants témoignent d'un degré élevé d'attache aux pays mélanésiens les plus proches du Vanuatu, à savoir la Nouvelle-Calédonie, les îles Salomon et les Fidji, et puis d'un degré moins fort d'attache à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux territoires mélanésiens de Bougainville et de Papouasie occidentale, qui sont un peu plus

TABLEAU 3A

À quel degré vous sentez-vous proche de la région mélanésienne ?

N = 300 : 203 anglophones, 97 francophones)*

	Anglophones	Francophones
Très (1)	37,9	32,0
Beaucoup (2)	42,9	26,8
Total (1) et (2)	80,8	58,8
Pas beaucoup	15,3	30,9
Pas du tout	1,5	5,2
Ne sait pas	2,5	5,2

*Une analyse croisée SPSS et le test khi-deux ont donné un coefficient de 0,1 %, la corrélation statistiquement significative étant de 5 %.

TABLEAU 3B

À quel degré vous sentez-vous proche de la région du Pacifique ?

N = 300 : 203 anglophones, 97 francophones)*

	Anglophones	Francophones
Très(1)	30,5	18,6
Beaucoup(2)	40,9	37,1
Total (1)+(2)	71,4	55,7
Pas beaucoup	20,7	17,5
Pas du tout	4,4	12,4
Ne sait pas	3,4	14,4

*Une analyse croisée SPSS et le test khi-deux ont résulté en un coefficient de < 0,1 %.

éloignés du Vanuatu. Les répondants se sentent moins proches encore d'autres pays plus lointains d'Asie et du Pacifique, à l'exception notable de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Ces deux derniers sont classés, après la Nouvelle-Calédonie, respectivement deuxième et troisième pays de la région qui suscitent une attache très forte chez les étudiants. Fait intéressant, les répondants ont des degrés d'attache à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande nettement supérieurs à tout autre pays mélanésien, sauf la Nouvelle-Calédonie. Quant aux deux anciennes puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni, ces deux pays peuvent aussi animer chez les sondés de fortes attaches comparativement à d'autres pays, pour la plupart lointains. Vu l'histoire franco-britannique du Vanuatu, cela ne surprend pas, sauf que le degré d'attache respectif envers la France et le Royaume-Uni est nettement inférieur à l'attache accordée respectivement aux deux pays du voisinage vanuatais que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Autre fait digne de mention, la France entraîne un degré d'attache chez les étudiants qui est

TABLEAU 4

À quel degré vous sentez-vous proche de... ?

(% des répondants ; N varié)

	Très(1)	Beaucoup(2)	Total (1)+(2)	Pas beaucoup	Pas du tout	Ne sait pas
La Nouvelle-Calédonie	20,9	34,7	55,6	26,3	11,8	6,4
Les îles Salomon	11,4	36,2	47,6	25,5	18,5	8,4
Les Fidji	11,4	34,2	45,6	34,6	12,4	7,4
La PNG	8,1	29,5	37,6	33,6	20,1	8,7
La Papouasie occidentale	5,4	23,4	28,8	31,2	26,4	13,6
Bougainville	5,7	17,2	22,9	38,2	24,7	14,2
Les Samoa	5,0	21,7	26,7	36,8	25,4	11,0
Les Tonga	5,4	19,9	25,3	39,4	24,9	10,4
Le Kiribati	7,0	16,8	23,8	32,9	29,9	13,4
Tuvalu	7,4	14,4	21,8	35,2	29,5	13,4
Nauru	4,7	16,1	20,8	34,2	30,9	14,1
Le Timor-Leste	3,0	6,7	9,7	30,3	37,7	22,2
L'Australie	17,6	30,4	48,0	24,7	17,2	10,1
La Nouvelle-Zélande	14,7	32,8	47,5	24,7	17,4	10,4
La France	10,4	17,1	27,5	25,8	30,2	16,4
Les États-Unis	9,1	14,8	23,9	28,6	30,3	17,2
Le Royaume-Uni	8,7	12,4	21,1	27,9	33,9	17,1
Le Japon	6,0	15,4	21,4	26,5	34,9	17,1
La Chine (RPC)	4,7	11,7	16,4	26,4	37,1	20,1
Le Taiwan	2,7	7,7	10,4	24,5	43,0	22,1
La Malaisie	1,7	8,1	9,8	24,2	41,6	24,5
L'Indonésie	1,3	7,4	8,7	28,9	40,6	21,8

nettement supérieur au degré d'attache déclaré pour le Royaume-Uni, pays qui suscite un degré d'attache chez les étudiants à peine plus fort que celui qu'ils affichent pour plusieurs pays mélanésiens distants du Vanuatu, et ce degré d'attache est même inférieur à celui que l'ensemble des étudiants déclarent ressentir pour les États-Unis d'Amérique.

Lorsque les réponses du tableau 4 sont analysées en fonction de la langue d'enseignement, encore une fois une image nettement différenciée émerge par rapport aux sentiments d'attache que ressentent les étudiants envers les pays voisins du Vanuatu, selon qu'ils soient anglophones ou francophones. Les anglophones font état de degrés plus élevés d'attache à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Fidji et aux îles Salomon. Les francophones, pour leur part, expriment une attache beaucoup plus forte envers la Nouvelle-Calédonie, comme le démontre le tableau 5.

Globalement, le degré d'attache élevé de la totalité des étudiants pour la Nouvelle-Calédonie s'explique uniquement par l'attache que lui manifeste une vaste proportion d'étudiants francophones. Les réponses de ces derniers

TABLEAU 5

À quel degré vous sentez-vous proche de... ?

(N = 201 anglophones, 97 francophones)

Pays par groupe	Très(1)	Beaucoup(2)	Total (1)+(2)	Pas beaucoup	Pas du tout	Ne sait pas
Îles Salomon (anglophones)	13,4	38,8	52,2	26,4	14,4	7
Îles Salomon (francophones)	7,2	30,9	38,1	23,7	26,8	11,3
Fidji (anglophones)	12,9	35,8	48,7	36,3	9	6
Fidji (francophones)	8,2	30,9	39,1	30,9	19,6	10,3
PNG (anglophones)	10	31,8	41,8	34,3	16,4	7,5
PNG (francophones)	4,1	24,7	28,8	32	27,8	11,3
Nouvelle-Calédonie (anglophones)	12	33	45	31	16	8
Nouvelle-Calédonie (francophones)	39,2	38,1	77,3	16,5	3,1	3,1

montrent en effet que leur taux d'attache à la Nouvelle-Calédonie (39 %) est largement supérieur à tout degré d'attache porté à un pays, peu importe lequel, par les anglophones. Ce taux d'attache à la Nouvelle-Calédonie se chiffre, dans bien des cas, au triple du degré d'attache manifesté par les étudiants anglophones pour n'importe quel pays de la Mélanésie anglophone. Ce résultat souligne le fait que l'affiliation linguistique des sondés continue à avoir un impact sur leur identification supranationale, surtout dans le cas des étudiants francophones.

Réponses aux questions (modifiées) de l'enquête ISSP sur l'identité nationale

Au cours de la phase suivante du sondage, des questions ont été posées aux étudiants sur l'importance qu'ils accordent à certains attributs pour être vraiment Ni-Vanuatu. Les répondants ont été appelés à classer les critères du tableau 6a selon une échelle de relative pertinence allant de « très important », à « assez important », « pas très important » et « pas du tout important ».

L'approche dite « moderne » à l'égard de l'identité nationale se caractérise en un recours aux institutions politico-juridiques postcoloniales, alors que l'approche « traditionnelle » fait appel au droit coutumier. Les réponses des étudiants aux questions du tableau 6b révèlent l'importance qu'ils accordent aux indicateurs modernes de l'identité nationale tels que le respect des

TABLEAU 6A

Certaines personnes disent que les critères suivants sont importants pour être vraiment Ni-Vanuatu. D'autres disent qu'ils ne sont pas importants. Quelle est l'importance de chacun de ces critères selon vous ?

-
- a. Être né au Vanuatu ?
 - b. Avoir la citoyenneté du Vanuatu ?
 - c. Avoir vécu au Vanuatu pendant la majeure partie de sa vie ?
 - d. Être capable de parler bislama ?
 - e. Être capable de parler anglais ?
 - f. Être capable de parler français ?
 - g. Être chrétien ?
 - h. Respecter les traditions et la *kastom* ?
 - i. Respecter les lois et les institutions politiques du Vanuatu ?
 - j. Se sentir Ni-Vanuatu ?
-

TABLEAU 6B

Réponses sur l'identité nationale
(% des répondants ; N varié)

Indicateur	Très important	Assez important	Important Total	Pas très important	Pas important	Ne sait pas
Être né au Vanuatu	80,6	11,7	92,3	5,0	2,3	0,3
Être citoyen du Vanuatu	88,0	7,7	95,7	3,0	0,3	1,0
Avoir vécu au Vanuatu	59,0	23,3	82,3	13,0	3,0	1,7
Parler bislama	54,3	24,7	79	14,3	5,7	1,0
Parler anglais	60,3	21,3	81,6	12,7	5,3	0,3
Parler français	48,3	29,0	77,3	15,7	6,3	0,7
Être chrétien	79,3	11,0	90,3	4,0	5,0	0,7
Respecter les traditions et la <i>kastom</i>	83,3	12,3	95,6	1,3	2,3	0,7
Respecter les lois et les institutions politiques	80,9	14,0	94,9	3,0	2,0	0,0
Se sentir Ni-Vanuatu	79,9	11,7	91,6	3,7	4,0	0,7

institutions politiques et de l'État de droit : 81 % d'entre eux pensent qu'il s'agit là d'un critère « très important » pour être vraiment Ni-Vanuatu. Ce pourcentage est cependant légèrement inférieur aux critères traditionnels tels que le respect des traditions et de la *kastom* (83 %).

Ce résultat est instructif. Il confirme que les sondés constituent un groupe qui répond plus aisément aux notions modernes d'identité nationale, mais en contrepartie il révèle aussi l'importance primordiale que les traditions et la *kastom* continuent d'avoir comme véritable ciment de la vie

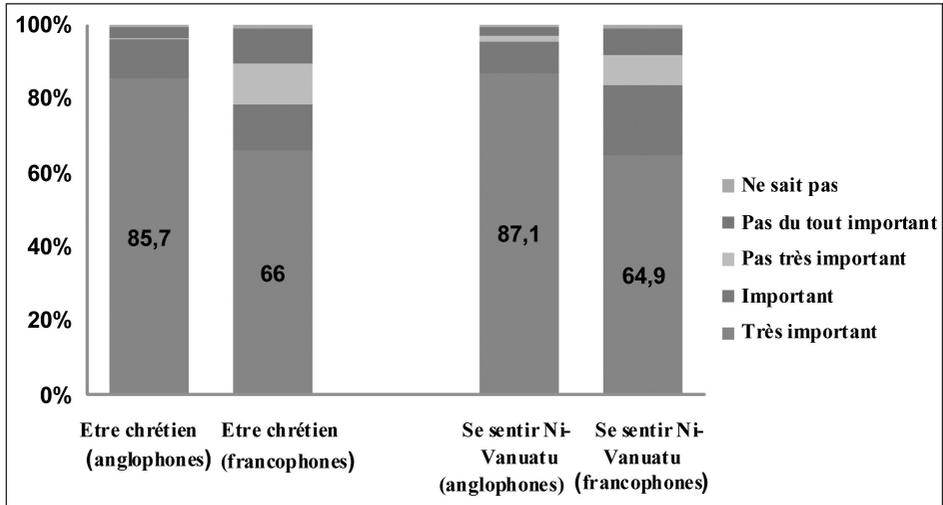
nationale au Vanuatu. Ce résultat a été étayé au sein du groupe de discussions. Lorsque nous avons demandé aux discutants de décrire plus amplement ce que veut dire être vraiment Ni-Vanuatu, ils ont déclaré que le critère le plus important était la préservation des coutumes, l'identité du Ni-Vanuatu étant, dans son essence même, de se mettre au service de la communauté et de « partager les ressources et l'hospitalité ».

Selon les étudiants, « être chrétien » est aussi un critère très important pour être vraiment Ni-Vanuatu (79 %). Ce résultat reflète non seulement les conséquences des activités menées par le passé et à long terme par les missionnaires, mais aussi l'influence plus récente qu'exercent les « Églises » contemporaines et le rôle essentiel que ces dernières continuent de jouer dans les deux secteurs clés que sont l'éducation et la santé. Les discutants ont souligné l'importance du christianisme dans la compréhension de ce que veut dire être vraiment Ni-Vanuatu, arguant que le christianisme a contribué à « rassembler les gens » à travers les nombreuses îles et leurs diverses cultures. Cependant, malgré l'importance qui doit être accordée au christianisme comme une des composantes clés de l'identité nationale, il est révélateur que le degré d'importance accordé au respect des traditions et de la *kastom* (83 %) dépasse celui de l'appartenance au christianisme (79 %). Des valeurs plus faibles ont été enregistrées pour d'autres critères, par exemple avoir vécu au Vanuatu pendant la majeure partie de sa vie et aussi être capable de communiquer dans les langues officielles et nationales.

Dans le groupe de discussions, il a été noté que le mariage interconfessionnel a obtenu plus de succès au Vanuatu que le mariage inter-îles. Selon les discutants, le mariage interconfessionnel joue un rôle important dans la construction du sentiment national au Vanuatu. Certes, le christianisme est en lui-même un facteur très important pour la construction de l'identité nationale puisqu'il réunit la population autour d'une seule croyance, mais il est aussi perçu par les étudiants comme un facteur d'incitation au déplacement inter-îles, donc un facteur clé dans le processus de brassage des diverses cultures du pays. Par exemple, un étudiant a fait remarquer que « ceux qui occupent des positions de leadership (y compris les chefs locaux) doivent reconnaître que, depuis l'indépendance, le droit de se déplacer entre les îles et d'épouser une personne d'une autre île est devenu un facteur important du développement de l'identité nationale et que la croyance chrétienne aide à promouvoir le mariage inter-îles ». En d'autres termes, le christianisme joue un double rôle dans le renforcement du sentiment national au Vanuatu, les étudiants considérant l'inter-confession chrétienne comme un vecteur de modernité qui permet de passer outre à la plupart des interdictions du passé concernant le mariage inter-îles. Or, la plupart de ces interdictions traditionnelles avaient été renforcées jadis par la rivalité confessionnelle entre îles catholiques et îles protestantes.

FIGURE 1

Quelle est l'importance des attributs suivants pour être vraiment Ni-Vanuatu ?



Il est important de noter qu'en ce qui concerne les réponses à la série de questions du tableau 6b, pour de nombreux critères tels l'importance d'être né au Vanuatu, d'être un citoyen du Vanuatu, de respecter les traditions et la *kastom* ainsi que les lois et les institutions politiques, il n'existe aucune différence majeure entre les anglophones et les francophones. Cela peut amener à penser que, pour être Ni-Vanuatu, l'orientation linguistique n'est pas un facteur de différence et que les participants peuvent tous s'unir autour de certains préceptes fondamentaux de l'identité nationale. Néanmoins (voir la figure 1), lorsque certains ensembles de données sont croisés avec la langue d'enseignement, des différences notables émergent à nouveau.

Les étudiants anglophones considèrent l'appartenance à la foi chrétienne comme un élément de grande importance pour être vraiment Ni-Vanuatu (ce critère est jugé très important par 86 % des répondants anglophones), alors que pour les francophones ce n'est pas entièrement le cas (seulement 66 % de ces derniers ont déclaré ce critère très important). Il s'agit là d'une différence conséquente, de l'ordre de 20 %, et nous examinons au tableau 7b une des raisons possibles du statut nettement inférieur accordé par les sondés francophones à la religion comme vecteur de l'identité nationale. Par ailleurs, la grande majorité de répondants anglophones (87 %) a également classé l'indicateur volontariste « se sentir Ni-Vanuatu » comme étant très important, alors que parmi les francophones le taux qui correspond à ce critère volontariste est visiblement inférieur (65 %). Encore une fois il s'agit là d'un ordre de différence majeur (22 %) et cela signifierait que certains symboles et concepts

basés sur le respect des lois et des institutions et véhiculant le nationalisme de type volontariste ou civique, donc non objectiviste ou ethnique, demeurent plus accessibles aux sondés anglophones que francophones.

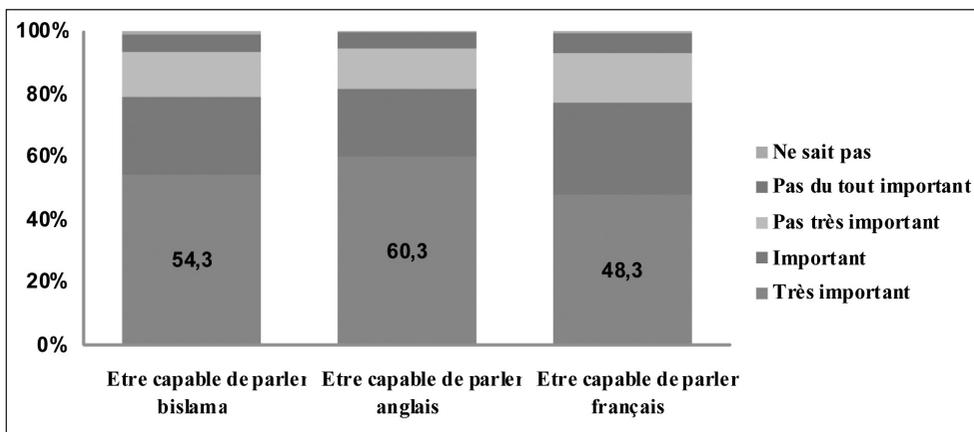
Compétences linguistiques

Nous présentons ci-dessous les réponses des sondés quant à l'utilité, voire la nécessité, d'être compétent dans chacune des trois langues nationales, en termes de la capacité qu'elles donnent à leurs locuteurs respectifs de cultiver le sentiment d'être vraiment Ni-Vanuatu. Comme le fait ressortir le tableau 6b, environ 80 % de tous les répondants ont estimé qu'il était important, tout compte fait, pour le peuple du Vanuatu en général de parler *l'ensemble* des trois langues officielles, afin d'être vraiment Ni-Vanuatu. Cependant, la compétence linguistique dans *chacune* de ces trois langues, comparée aux autres indicateurs clés pour la construction de l'identité nationale, a aussi été sondée, et pour chacune des trois langues le résultat s'est révélé moindre que pour les autres critères. Or, il peut paraître paradoxal que le critère de la compétence linguistique dans chacune des trois langues officielles et nationales du Vanuatu, lorsqu'on le compare aux autres critères faisant l'objet du tableau 6b, puisse être évalué par les répondants comme relativement faible pour véhiculer le sentiment d'être vraiment Ni-Vanuatu. La raison en est peut-être l'histoire controversée de cette question, étant donné l'héritage colonial double franco-anglais du Vanuatu, ses îles divisées selon la religion et la langue, ainsi que la grande confrontation de ses deux grandes formations politiques basée sur la langue et la religion autour des années de l'indépendance. La figure 2 présente un découpage plus précis des données du tableau 6b quant à l'importance accordée par les étudiants à chacune des trois langues pour véhiculer le sentiment d'être vraiment Ni-Vanuatu.

Comme le démontre aussi la figure 2, les répondants ont déclaré que, pour être vraiment Ni-Vanuatu, parler l'anglais (60 %) est un facteur plus important que de parler le bislama (54 %), ce qui, encore une fois, peut paraître surprenant. Mais il convient de noter que l'ensemble du groupe des sondés (en tant qu'étudiants de l'enseignement supérieur) est plus capable en matière de compétences linguistiques de faire valoir ces compétences à un niveau avancé et spécialisé, surtout en anglais. Le statut particulier de l'anglais comme langue d'enseignement principale à l'UPS doit aussi être pris en considération. Par ailleurs, l'importance de parler le français a été évaluée à un niveau considérablement plus élevé (48 %) que l'on aurait pu l'imaginer, compte tenu du taux déclaré de maîtrise et de pratique du français chez les sondés (34 %, voir le tableau 1). Ce résultat est insolite, du moins à première vue, mais là encore, le double héritage colonial franco-anglais du Vanuatu pourrait en être l'explication. Ce résultat semble en effet indiquer que, parmi

FIGURE 2

Quelle est l'importance des attributs suivants pour être vraiment Ni-Vanuatu ?



les étudiants dans leur globalité, le non-pratiquant d'une langue donnée tend à reconnaître les avantages sensibles de pouvoir la pratiquer, si cela s'avérait possible, à titre plus ou moins égal aux deux autres langues qu'il connaît. Les avantages de pratiquer plus d'une langue et en l'occurrence la totalité des trois langues s'appliquent non seulement au niveau constitutionnel, mais également dans le concret, au vu des arguments que les étudiants bilingues ou trilingues peuvent avancer en leur faveur pour obtenir de meilleurs emplois au sein de l'administration gouvernementale.

Dans le groupe de discussions, plusieurs ont énoncé des opinions très pointues sur l'impact que présentait le clivage linguistique sur la question de l'identité nationale au Vanuatu. Ils ont noté que le choix de la langue se situe au niveau le plus profond de la construction identitaire, que la langue « se trouve à l'intérieur d'une personne et fait partie de son identité », mais ils considèrent aussi que le fossé entre anglophones et francophones se manifeste aujourd'hui au Vanuatu dans un registre moins conflictuel qu'auparavant. Ils ont expliqué que ce relâchement rendait la question de la langue moins épineuse pour eux en comparaison de la génération de leurs parents, qui « s'opposaient entre eux, quelle que soit la situation, selon leur appartenance linguistique ».

En outre, une analyse croisée par langue d'enseignement (voir la figure 3) révèle aussi un écart entre anglophones (60 %) et francophones (42 %) quant à l'importance de parler le bislama pour être vraiment Ni-Vanuatu. Cet écart de 18 % est considérable, mais il est loin de signifier qu'il existe une indifférence toute particulière de la part des francophones à l'égard du bislama

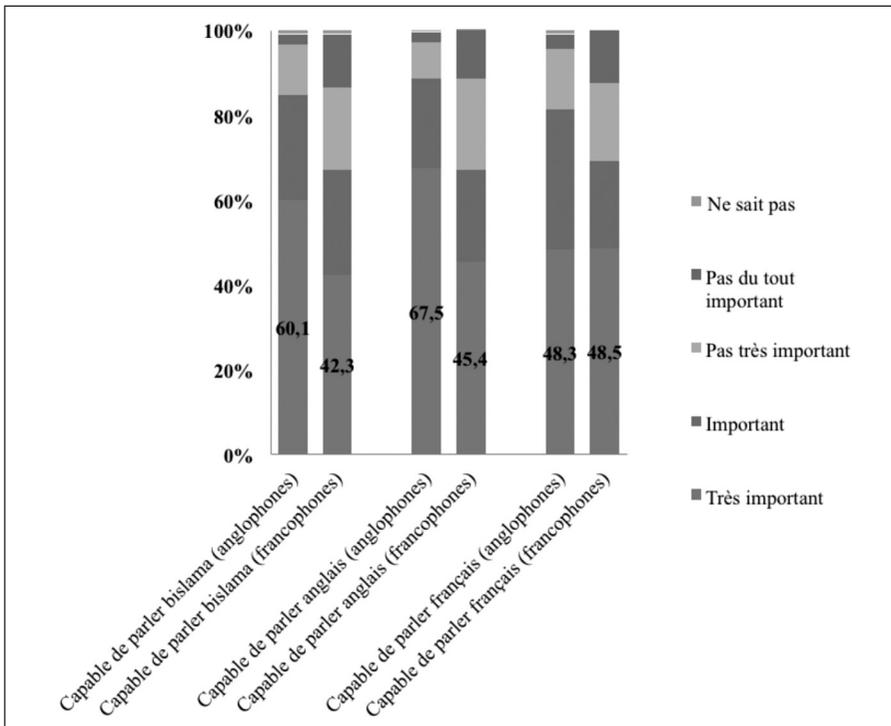
comme vecteur de l'identité nationale. En fait, les francophones considèrent *toute* orientation linguistique comme un élément de moindre importance dans la construction de l'identité nationale: comparés aux anglophones, dans tous les cas de figure ils accordent une importance inférieure à l'orientation linguistique, et leur démarche, qui tend à réduire l'importance de la langue, s'applique uniformément à *chacune* des trois langues officielles du Vanuatu. Ce résultat pour les sondés francophones est donc en opposition nette avec les réponses des anglophones.

Toujours à propos d'une langue spécifique comme vecteur du sentiment national, la différence d'optique est telle entre les répondants francophones et anglophones que ces derniers ont globalement évalué la capacité de parler le français comme un critère soit « très important », soit « important », pour être vraiment Ni-Vanuatu, à un taux supérieur aux francophones eux-mêmes (l'écart est de l'ordre de 10 %; voir la figure 3). Ce résultat, remarquable à tous les égards, nous porte à penser que la politisation des langues au Vanuatu tout au long de son histoire coloniale et postcoloniale a entraîné les francophones

FIGURE 3

Quelle est l'importance des attributs suivants pour être vraiment Ni-Vanuatu ?

(Selon la langue d'enseignement)



à dévaloriser la question linguistique en général en tant que critère du développement du sentiment national. En revanche, il est clair que ce n'est pas le cas pour les anglophones : peu importe la langue considérée, les répondants anglophones ont toujours évalué la capacité de s'exprimer dans cette langue selon un degré d'importance nettement plus élevé que les francophones. Le résultat qui donne le plus grand écart entre les anglophones et les francophones est la capacité de s'exprimer en anglais : plus de deux tiers (67 %) des répondants anglophones ont classé le critère « parler l'anglais » pour être vraiment Ni-Vanuatu comme un facteur très important, soit 22 % de plus que les sondés francophones (45 %).

Dans le groupe de discussions, toutes tendances linguistiques confondues, les discutants se sont déclarés préoccupés par le fait que dans les collèges du pays, jusqu'à tout récemment, les autorités avaient continué à mettre sur pied des programmes du cycle secondaire distincts pour les anglophones et les francophones. Il est impératif, selon eux, qu'un programme d'études secondaires unique soit développé et mis en œuvre dans de plus en plus de collèges afin de limiter la distinction entre les deux programmes uniquement à la langue d'enseignement. Les étudiants francophones dans le groupe de discussions ont fait ressortir qu'il leur paraît primordial d'apprendre l'anglais au cours de leurs études, alors qu'il ne paraît pas aussi important pour les étudiants anglophones d'apprendre le français. En revanche, il a été noté que les vrais trilingues Ni-Vanuatu tendent à se trouver plutôt parmi les francophones. Ces derniers possèdent donc des atouts linguistiques certains, selon les discutants anglophones, qu'ils peuvent exploiter pleinement en vue de l'obtention potentielle d'emplois avantageux au sein du gouvernement.

Réponses sur les questions concernant l'identification au groupe

Nous avons également demandé aux répondants de classer les trois groupes qui, selon eux, sont les plus importants pour la promotion de la cohésion sociale au Vanuatu. Le tableau 7a fait voir que, pour les étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu, toutes tendances linguistiques confondues, les liens d'identification les plus importants au niveau du groupe sont d'abord les liens familiaux, ensuite les liens à la religion et finalement les liens professionnels. Les réponses démontrent clairement en général la relative faiblesse de la ferveur « nationaliste » chez les étudiants comparée à ces autres dimensions du vécu au Vanuatu que sont la famille, la religion et la profession. Il est à noter que l'importance primordiale accordée aux liens familiaux, religieux et professionnels dans les réponses à cette question se retrouve dans d'autres enquêtes menées par nos équipes de recherche aux îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce qui nous amène à penser qu'il existe une concordance dans les critères d'identification au groupe dans plusieurs des pays de la Mélanésie.

TABLEAU 7A

Nous faisons tous partie de différents groupes, mais certains nous semblent plus importants que d'autres.

Quel est celui qui vous paraît le plus important ?

(Toutes tendances linguistiques confondues ; N = 293, % obtenu pour les premières préférences)

Groupe	%
Famille	44,7
Religion	23,5
Profession	13,7
Groupe ethnique et linguistique	6,8
Nationaliste	6,5
Sexe	2,4
Région du pays où vous habitez	1,4
Âge	0,7
Parti politique préféré	0,3

TABLEAU 7B

Nous faisons tous partie de différents groupes, mais certains nous apparaissent plus importants que d'autres.

Quel est celui qui vous paraît le plus important ?

(Francophones seulement ; N = 97, % obtenu pour les premières préférences)

Groupe	%
Famille	35,8
Profession	16,8
Groupe ethnique et linguistique	15,8
Nationaliste	12,6
Religion	11,6
Région du pays où vous habitez	3,2
Âge	2,1
Sexe	1,1
Parti politique préféré	1,1

À la question du tableau 7a concernant les groupes qui seraient les plus importants dans la construction de la cohésion sociale au Vanuatu, encore une fois des nuances existent entre les répondants francophones et anglophones. Lorsqu'un découpage des réponses par langue d'enseignement est effectué, un ordre d'importance différent émerge chez les francophones. En effet, le classement des trois premiers groupes reste le même pour les anglophones, à savoir la famille, la religion et la profession. Mais les trois premiers choix des francophones sont, dans l'ordre, les suivants : la famille, la profession et le groupe ethnique/linguistique.

Comparé aux choix des sondés anglophones, le classement relativement plus élevé du groupe ethnique/linguistique chez les francophones pourrait

s'expliquer par leur plus grande identification à des critères ethniques ou objectivistes, et aussi en fonction du partage de la langue. Ce phénomène de solidarité linguistique est une des caractéristiques les plus fréquemment remarquées chez de nombreuses minorités nationales. Par ailleurs, il est intéressant de noter que les francophones placent la religion à un niveau nettement inférieur, soit en cinquième position. Il se pourrait que ce placement inférieur du statut et du rôle de la religion dans la promotion de la cohésion sociale par les étudiants francophones, comparés aux anglophones, soit dû à leur formation scolaire. En effet, dans son orientation globale, le système éducatif dispensé en français tend à prioriser précisément le caractère résolument laïque de l'État-nation et vise à écarter toute dimension religieuse du processus d'attache identitaire et affective du citoyen à l'égard de son pays. Or, la laïcité n'est guère cultivée, en général, dans les systèmes éducatifs de tradition britannique ou anglo-saxonne.

Indicateurs de fierté nationale

D'autres questions ont été posées aux répondants quant au degré de fierté qu'ils ressentent pour diverses réussites du Vanuatu, par exemple son histoire et sa culture. Les résultats présentés au tableau 8 démontrent que l'histoire du Vanuatu anime chez les répondants le degré le plus élevé de fierté nationale, avec 69 % d'entre eux se disant très fiers du devenir historique du Vanuatu, et au total 93 % se déclarant fiers du cheminement historique du pays.

Un nombre tout aussi élevé de répondants ont exprimé leur fierté pour la culture Ni-Vanuatu. Fait intéressant, ce résultat diverge de celui obtenu par nos équipes d'enquête pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où il existe un degré nettement plus élevé de fierté dans la culture que dans l'histoire du pays. Ce résultat privilégiant l'histoire au Vanuatu reflète probablement

TABLEAU 8

À quel degré êtes-vous fier du Vanuatu pour chacun des éléments suivants ?
(% des répondants ; N varié)

	Très fier	Assez fier	Combiné fier	Pas très fier	Pas du tout fier	Ne sait pas
Le fonctionnement de sa démocratie	30,4	32,4	62,8	26,1	7,0	4,0
Sa culture distinctive et artistique	63,3	28,0	91,3	6,3	1,0	1,3
L'histoire du Vanuatu	69,0	23,7	92,7	5,0	1,0	1,3
Son influence politique au niveau mondial	16,7	29,1	45,8	38,8	10,0	5,4
Son traitement juste et équitable de tous les groupes de la société	40,7	30,0	70,7	21,3	5,7	2,3
Ses équipes sportives nationales	34,3	35,0	69,3	21,0	6,0	3,7

l'engagement global de la population du Vanuatu pour son indépendance, tel qu'il s'est progressivement accru au fil des mobilisations populaires et des mouvements indépendantistes jusqu'à la fin de la période de décolonisation. Par ailleurs, le niveau presque aussi élevé de fierté dans la culture au Vanuatu doit être considéré plutôt dans le contexte de la profonde diversité culturelle du pays, la culture étant étroitement associée à des communautés politiques sous-nationales et locales plutôt que nationales (voir le tableau 10). Il importe également de souligner que les participants ont globalement exprimé (voir le tableau 8) moins de fierté quant au « traitement juste et équitable de tous les groupes de la société » au Vanuatu (71 %), ainsi que pour « le fonctionnement de sa démocratie » (63 %). D'ailleurs, la fierté des sondés quant au fonctionnement de la démocratie au Vanuatu est inférieure à la fierté qu'ils ressentent pour ses équipes sportives nationales (69 %).

Enfin, lorsque ces résultats sont regroupés au tableau 9 avec la langue d'enseignement, ils sont assez conformes pour toutes les catégories, avec cependant une exception importante qui est précisément celle de la fierté par rapport au traitement juste et équitable de tous les groupes de la société. Sur cette question, en effet, le taux des répondants francophones est significativement plus faible (60 %) que celui des anglophones (76 %), ce qui nous permet de déduire qu'un sentiment de contestation pourrait exister parmi les étudiants francophones, touchant leur traitement en tant que groupe minoritaire. Plusieurs francophones dans le groupe de discussions ont déclaré avoir été témoins d'un traitement discriminatoire, surtout dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi où (selon leur perception) les anglophones seraient visiblement favorisés.

Ce sentiment des francophones d'être relativement moins appréciés dans un pays à majorité anglophone rejoint les différences, sur base de la langue d'enseignement, qui surviennent au sujet du maintien des relations *wantok* au Vanuatu (figure 4). Alors que globalement 77 % des répondants pensent que les gens devraient placer l'intérêt national avant leurs relations *wantok*, une désagrégation par langue d'enseignement révèle un clivage net sur cette question entre les sondés francophones et anglophones.

TABLEAU 9

À quel degré êtes-vous fier du traitement juste et équitable de tous les groupes de la société ?

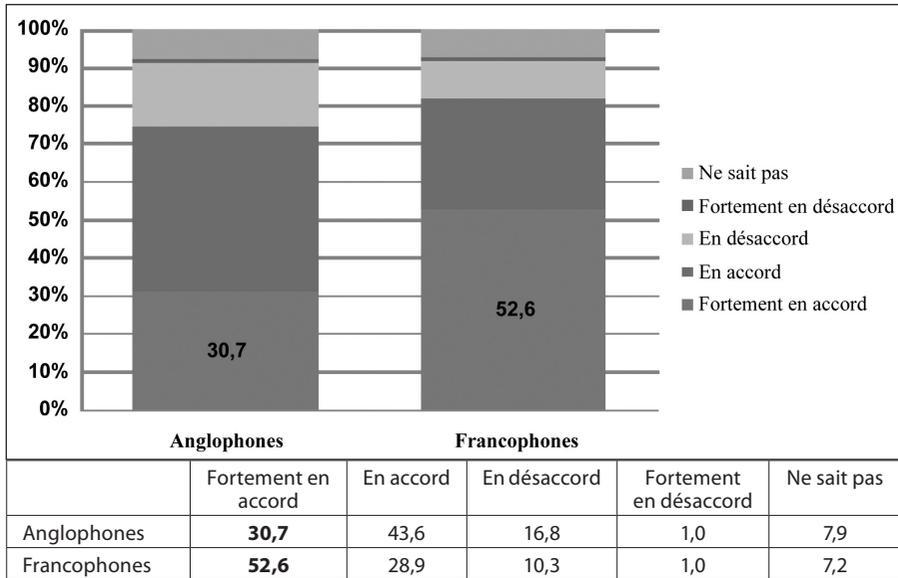
(Selon la langue d'enseignement)*

	Très fier	Assez fier	Combiné fier	Pas très fier	Pas du tout fier	Ne sait pas
Anglophones	47,8	28,1	75,9	17,7	3,9	2,5
Francophones	25,8	34,0	59,8	28,9	9,3	2,1

* Test khi-deux de Pearson; $p = 0,003$.

FIGURE 4

Pensez-vous que les gens devraient mettre l'intérêt national avant leurs relations wantok ?



Certes, le découpage des relations *wantok* par langue d'enseignement est loin d'être catégorique (car un anglophone et un francophone qui tous deux partageraient la même langue autochtone pourraient bien entretenir une relation *wantok*), mais il n'empêche que dans notre enquête plus de la moitié des répondants francophones sont fortement en accord avec la proposition que les gens devraient placer l'intérêt national avant leurs relations *wantok*, comparé à moins d'un tiers des répondants anglophones. Cet écart est significatif (21 %). En parallèle, comparés aux francophones, les étudiants anglophones ne favorisent pas, dans une proportion tout aussi significative (23 %), l'idée que les gens devraient placer l'intérêt national avant leurs relations *wantok*. Les discutants francophones ont clairement exprimé l'opinion que les anglophones se trouvent dans une meilleure position pour obtenir des avantages par le truchement de ce type de relations, bénéficiant ainsi d'un meilleur accès aux ressources de l'État.

Une autre différence entre étudiants francophones et anglophones apparaît quant au droit des étrangers d'acheter et de posséder des terres au Vanuatu, pays où la question des terres reste très controversée. En vertu de la Constitution, les terres appartiennent aux propriétaires coutumiers, mais aujourd'hui près de 55 % de ces terres ont été allouées par leurs propriétaires à des locataires à long terme, certains baux permettant une durée d'occupation allant jusqu'à 75 ans. Plusieurs de ces nouveaux baux ont été accordés à des sociétés étrangères, notamment pour construire des complexes hôteliers

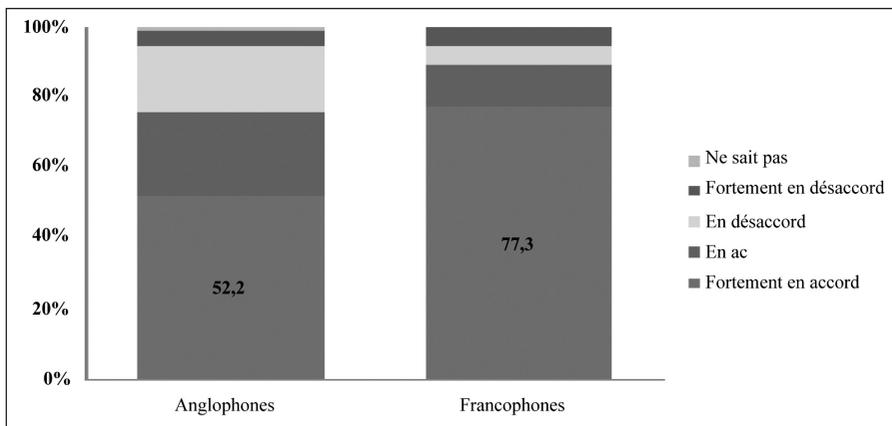
dans les zones côtières (Fingleton, Naupa et Ballard, 2008). Cependant, la majorité des baux concernent encore des terres pastorales datant de l'époque coloniale. La perte des terres coutumières au Vanuatu a conduit à la tenue d'un Sommet national sur le droit foncier en 2006, mais le droit national foncier n'a pas été appliqué (Regenvanu, 2008).

L'accès que donne le droit coutumier à la terre est une question capitale pour le Vanuatu, car de cet accès dépend toute l'économie du pays. Au Vanuatu les habitants des régions rurales, nettement majoritaires, consomment des produits qu'ils cultivent sur leurs propres parcelles agricoles, en travaillant la terre de leurs propres mains. Tout produit excédentaire issu de ce travail (guano ou kava, par exemple) est aussitôt mis en vente. Comme le soulignent Matthew Clarke, Simon Feeny et Lachlan McDonald (à paraître), l'accès à la terre est un facteur multidimensionnel de la vie du Ni-Vanuatu et agit comme un indicateur clé du seuil de pauvreté. Ce n'est qu'en fonction d'un meilleur accès à des terres cultivables que les collectivités locales sont capables de se développer. Plus l'accès à la terre diminue, moins les populations locales, surtout en milieu urbain, arrivent à sortir de l'indigence. En fait, la dominance qu'exercent la terre et ses produits au Vanuatu est de l'ordre de la survie ; à preuve, pendant presque chaque période de ralentissement économique dans le pays, des cargaisons riches en produits alimentaires quittent les centres de production vivrière en région rurale pour aller nourrir les familles implantées dans le milieu urbain (Posso et Clarke, à paraître). Nos données indiquent que 80 % des étudiants Ni-Vanuatu de l'enseignement supérieur, toutes tendances linguistiques confondues, s'estiment être fortement en accord avec la proposition que les étrangers ne devraient pas avoir la possibilité d'acheter des terres au Vanuatu.

Toutefois, comme le montre la figure 5, cette proposition est acceptée avec un fort accord par beaucoup plus de répondants francophones (77 %) que de répondants anglophones (52 %), une différence de 25 %. De toute évidence, les répondants francophones s'opposent beaucoup plus fermement que les anglophones à la vente des terres du Vanuatu aux étrangers. Ce résultat est confirmé par le fait qu'environ 23 % des répondants anglophones pensent que cela ne présente aucun problème, alors que seulement 10 % des répondants francophones sont de cet avis. Cette résistance des étudiants francophones à la vente des terres du Vanuatu à des non-natifs, et à l'inverse l'acceptation relative des étudiants anglophones à l'acquisition des terres par des étrangers, pourraient se rapporter au fait que les ressortissants étrangers investissant de manière importante dans les achats ou les acquisitions de terres au Vanuatu sont pratiquement tous originaires de pays anglophones (Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni). En tous les cas, il est clair que les répondants francophones ont tendance à définir le sentiment national selon des critères ethniques ou objectivistes, alors que les anglophones favorisent un nationalisme plutôt de type civique ou volontariste.

FIGURE 5

Au Vanuatu, certains pensent que les étrangers ne devraient pas être autorisés à acheter des terres. Êtes-vous d'accord ?



Un autre élément qu'il convient d'explorer pour mieux comprendre comment se construit l'identité nationale réside dans le degré d'importance qui est accordé aux cultures locales, pour assurer leur survie et leur développement. Certes, la culture au Vanuatu est nettement (avec l'histoire du pays) un objet de fierté nationale, cependant l'idée même de la culture que se font les étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu reste fermement cantonnée au niveau des collectivités locales plutôt que nationales. Globalement, environ 86 % des répondants pensent qu'il est préférable que les différents groupes ethniques maintiennent leur langue autochtone, leurs coutumes et leurs propres traditions. Il n'y a aucune différence entre les répondants francophones et anglophones sur cette question (voir le tableau 10), ce qui sous-entend une forte similitude entre eux quant à l'idée que la culture vanuataise est vécue au niveau essentiellement local et sous-national.

TABLEAU 10

Certains disent qu'il est préférable pour une nation que les différents groupes ethniques maintiennent leur propre langue, leurs coutumes et leurs traditions. D'autres disent que c'est mieux que ces groupes s'adaptent et se mélangent à la société d'accueil. Lequel de ces points de vue est le plus proche de votre opinion ?

Votre opinion	%
Il vaut mieux que les groupes maintiennent leur langue autochtone, leurs coutumes et leurs traditions	86,0
Il vaut mieux que ces groupes s'adaptent et se mélangent à la société d'accueil	14,0

(% des répondants; N = 300)

Règlement des différends

L'enquête a aussi mis en relief la tension qui existe entre les conceptions traditionnelles et l'approche moderne quant au règlement des différends dans la communauté. Selon la nature du conflit et le cas de litige à résoudre, les participants ont été invités à se prononcer sur le système de droit à appliquer : le droit moderne ou le droit coutumier. L'approche moderne dans ce contexte est formelle et se caractérise par un recours à des institutions politico-juridiques telles que la police et les tribunaux, alors que l'approche traditionnelle met en jeu une intervention plutôt informelle faisant appel aux chefs ou aux dirigeants coutumiers. Les deux approches sont nettement différenciées. La police et les tribunaux sont des entités de contrôle issues du système colonial et fondamentalement externes à la communauté, alors que les chefs coutumiers sont considérés comme totalement internes à la société et à la culture Ni-Vanuatu.

Dans cette perspective, les étudiants ont été sondés sur leurs choix d'intervenants dans différents cas de litige. Leurs réponses ont varié de manière explicite entre les domaines traditionnels et les domaines modernes du droit en fonction de la nature du conflit. Les réponses à la question « Qui devrait résoudre les différends au sujet des terres ? » reflètent par exemple le fait que le droit coutumier s'applique sur 97 % du territoire du Vanuatu et que ce sont donc les chefs traditionnels qui sont les autorités de choix pour régler les différends fonciers. De ce fait, 71 % des répondants favorisent les chefs coutumiers pour régler ce genre de différend, et seulement 14 % favorisent une intervention de la part du gouvernement central (tableau 11a).

Dans le cas des différends entre voisins, là aussi une nette préférence pour les chefs et les dirigeants coutumiers a été enregistrée (58 %), comparée à la force policière (28 %) ou encore à l'Église (14 %). Dans les deux cas de différends – sur les terres ou entre voisins –, il existe donc une nette préférence pour une approche coutumière plutôt que pour un recours au gouvernement

TABLEAU 11A

Selon vous, qui devrait résoudre les conflits suivants ?

(Premier choix seulement ; N varié)

	Différends fonciers	Différends entre voisins	Délits contre autrui	Délits contre les biens
Chefs coutumiers	71 %	58 %	7 %	11 %
Police nationale	non applicable	28 %	88 %	85 %
L'Église	1 %	14 %	5 %	4 %
Gouvernement national	14 %	—	—	—
Gouvernement provincial	6,5 %	—	—	—
Autorités locales	7,5 %	—	—	—

central ou à la force policière. Ce résultat pourrait découler d'une perception que la médiation traditionnelle est en général de nature plus conciliante. Comme l'a noté Miranda Forsyth (2009), souvent l'État cherche seulement à faire cesser un conflit, en imposant un système d'arbitrage implacable selon lequel une des parties doit gagner et l'autre perdre. De toute évidence, selon les sondés, cette approche n'est pas la plus apte à résoudre les conflits relationnels tout en maintenant le bien-fondé des liens au niveau des communautés. Par contre, comme le tableau 11a le fait ressortir, la grande majorité des répondants favorisent une intervention de l'appareil judiciaire et de la force policière dans le cas de délits criminels tels les délits contre autrui et les délits contre les biens (85 % et 88 % respectivement), ce qui démontre une nette préférence chez les étudiants en général pour un recours au système du droit moderne dans ces deux types de délits.

Cependant, encore une fois, des différences importantes quant au choix de l'intervenant ont surgi entre les répondants francophones et anglophones, en fonction du type de différend, surtout celui entre voisins. Ainsi, pour résoudre les différends entre voisins, le choix majoritaire venant de la totalité des étudiants et favorisant l'intervention des chefs et dirigeants coutumiers (58 %) se compose en fait d'un plus grand nombre de répondants francophones (68 %) que de répondants anglophones (52 %). Bref, dans ce cas, les anglophones ont exprimé leur préférence pour l'intervention de la force policière à un taux supérieur (30 %) à celui des francophones (24 %). Par ailleurs, comme l'indique le tableau 11b, un nombre sensiblement plus élevé d'anglophones (18 %) que de francophones (8 %) s'est prononcé en faveur d'une intervention de l'Église pour régler ce genre de différends. Il s'agit là d'un résultat qui confirme la tendance déjà notée chez les sondés francophones à reléguer la religion et son influence à une position inférieure par rapport aux anglophones (voir notre discussion plus haut relative aux tableaux 7a et 7b).

TABLEAU 11B

Règlement des différends ou délits

(N = 299 : 202 anglophones ; 97 francophones)

	Anglophones	Francophones
Différends entre voisins		
Chefs coutumiers	52 %	68 %
Police nationale	30 %	24 %
L'Église	18 %	8 %
Délits contre les biens		
Chefs coutumiers	9,5 %	13,5 %
Police nationale	89 %	76 %
L'Église	1,5 %	10,5 %

Finalement, si l'on tient compte de l'orientation linguistique des étudiants, un contraste tout aussi frappant s'applique aux délits contre les biens : pour ces délits aussi, le nombre d'anglophones favorisant une intervention de la force policière est nettement supérieur (89 %) à celui des francophones (76 %). Ce résultat semble indiquer encore une fois l'aspect plus volontariste ou civique de la construction de l'identité nationale chez les anglophones, basée sur le respect des lois et des institutions. En revanche, il est important de noter qu'aucune différence majeure n'a été enregistrée entre les répondants anglophones et francophones dans le cas du litige foncier ou la question des délits contre autrui.

Conclusion

La promotion de sentiments nationaux par les élites et les dirigeants politiques s'est révélée un défi difficile dans la plupart des pays mélanésiens depuis leur indépendance. Le sentiment d'identité nationale est une caractéristique clé pour déterminer comment les citoyens d'un État se sentent liés les uns aux autres, et pour déterminer aussi comment la communauté considérée dans son ensemble peut évoluer et fonctionner en termes de ses institutions politiques, sociales et économiques. Pour beaucoup de pays nouvellement indépendants, dont plusieurs en Mélanésie, la construction d'une identité nationale peut ainsi constituer un aspect important de leur développement.

Dans ce contexte, il peut paraître surprenant que le Vanuatu, au vu de sa vaste diversité géographique, ethnique, religieuse et linguistique, ait réussi à se forger une identité nationale de façon plus efficace que certains de ses voisins mélanésiens. Les résultats de notre enquête indiquent que les étudiants de l'enseignement supérieur au Vanuatu partagent en général la plupart des préceptes fondamentaux de leur identité nationale. Par exemple, ils sont tous en accord sur l'importance d'être né au Vanuatu, d'être un citoyen du Vanuatu et de respecter les traditions et la *kastom* ainsi que les lois et les institutions politiques modernes. Ces convergences sont profondes et démontrent bien que, du moins parmi les probables futures élites vanuataises, dans les deux systèmes de l'enseignement supérieur, la classe politique du Vanuatu a globalement su promouvoir un sens de nationalisme unifié, notamment à Port-Vila. Dans tout le pays, et en dehors du contexte de l'éducation formelle dispensée toujours soit en anglais soit en français, ces convergences sont quotidiennement renforcées par l'adoption et la pratique généralisée du bislama comme langue de communication vernaculaire aux niveaux inter-île et national.

Cela étant dit, notre sondage indique aussi que la langue d'enseignement formel, donc le français ou l'anglais, peut agir comme un vecteur important de divergence dans la prise de conscience nationale au Vanuatu. La langue d'enseignement s'avère être pour nos répondants un vecteur déterminant du

sentiment de proximité et d'identification avec des pays différents avoisinant le Vanuatu. En outre, la langue d'enseignement joue un rôle structurant dans la construction de leur vision pan-mélanésienne et dans leur adoption de certaines attitudes à l'égard de l'identité nationale. Ainsi, par rapport à ce qu'être vraiment Ni-Vanuatu implique pour construire l'identité nationale, des critères différents entrent en considération chez les étudiants anglophones et les étudiants francophones. Par exemple, les premiers évaluent les éléments « être chrétien » et « se sentir Ni-Vanuatu » comme étant des critères plus importants que ne le font leurs homologues francophones. À l'encontre des sondés anglophones, globalement chez les francophones la religion joue un rôle nettement inférieur dans la construction du sentiment national. La compétence en anglais et en bislama est également évaluée comme très importante par plus d'étudiants anglophones que de francophones. En outre plus d'étudiants anglophones que de francophones se sentent fiers du traitement « juste et équitable de tous les groupes de la société ». Cette conclusion est appuyée par le nombre plus élevé d'étudiants francophones se déclarant engagés à soutenir la proposition que les Ni-Vanuatu devraient désormais placer l'intérêt national avant leurs relations *wantok*.

Il est évident qu'il s'est forgé au Vanuatu un sentiment d'identité nationale fortement ancré dans les différentes communautés du pays, mais le clivage historique qu'ont créé les deux langues d'enseignement permet de constater des attitudes différentes entre anglophones et francophones à l'égard de l'identité nationale, même si ce clivage s'est quelque peu assoupli depuis l'indépendance. Cette divergence est due à des fractures importantes qui ont touché le pays tout au long de son histoire depuis l'ère coloniale. Avant l'indépendance, la religion était un marqueur clé de l'appartenance et de l'identité Ni-Vanuatu, causant un clivage linguistique et des affiliations politiques distinctes. Depuis l'indépendance, cette symétrie géo-religieuse et politico-linguistique semble s'être quelque peu estompée, de sorte que les étudiants de l'enseignement supérieur que nous avons interrogés affirment qu'ils s'intéressent désormais beaucoup plus à ce que les hommes politiques Ni-Vanuatu disent et promettent qu'à la langue qu'ils utilisent. Toutefois, selon les réponses que nous avons obtenues, il reste clair que l'orientation linguistique au niveau de l'éducation formelle continue de jouer un rôle dans l'évolution de l'identité nationale telle qu'elle est envisagée et ressentie par ces jeunes et futurs dirigeants du Vanuatu.

De ce fait, par le biais des réponses que les étudiants Ni-Vanuatu de l'enseignement supérieur ont données à notre enquête, cette future élite du pays offre un aperçu de l'évolution probable de l'identité nationale au Vanuatu au cours des prochaines années. Le Vanuatu est une nation relativement nouvelle qui affronte de manière continue le défi de rassembler sa population autour d'une vision plurilingue de son identité. En dépit du défi de son double héritage colonial, qui lui est propre, et de ses deux langues

d'enseignement adoptées en plus d'une langue vernaculaire nationale, notre sondage indique que le Vanuatu est en passe de se forger une identité post-coloniale. Cependant, les réalités contemporaines du pays, et en particulier les divergences d'optique sur l'État-nation dont témoignent les étudiants Ni-Vanuatu de l'enseignement supérieur en fonction de leur langue d'enseignement, démontrent que vraisemblablement la construction de l'identité nationale restera pour quelque temps encore un projet vaste et complexe, en attente d'un dépassement de certains clivages qui ont, jadis, si profondément divisé le pays.

Bibliographie

- Asian Development Bank, 2009, *ADB Country Partnership Strategy: Vanuatu, 2010-2014*, consulté sur Internet (<http://www.adb.org/Documents/CPSs/VAN/2010-2014/CPS-VAN-2010-2014.pdf?p=doccps>) le 5 août 2010.
- Bonnemaison, Joel, 1984, « Social and Cultural Aspects of Land Tenure », dans Peter Larmour (sous la dir. de), *Land Tenure in Vanuatu*, Port-Vila, University of the South Pacific Extension Centre.
- Brown, Anne (sous la dir. de), 2007, *Security and Development in the Pacific Islands: Social Resilience in Emerging States*, Boulder, Lynne Rienner.
- Brown, Terry, 2009a, *The Anglican Church and the Vanuatu Independence Movement*, manuscrit inédit, Melbourne, Deakin University.
- Brown, Terry, 2009b, *Reflections on the History of the Theology and Practice of "Development (Past and Present)" in the Anglican Church of Melanesia in Solomon Islands and Vanuatu*, manuscrit inédit, Honiara, Church of Melanesia.
- Clarke, Matthew, 2009, *Economic Growth and Outlook: Background Paper for Pacific Economic Survey 2009*, Canberra, AusAID.
- Clarke, Matthew, Simon Feeny et Lachlan McDonald (à paraître), « Poverty and Well-being in Melanesia », dans Simon Feeny (sous la dir. de), *Household Vulnerability and Resilience to Economic Shocks: Evidence from Melanesia*, Londres, Ashgate.
- Crowley, Terry, 2005, « Competing Agendas in Indigenous-language Renewal: Initial Vernacular Education in Vanuatu », *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 172, p. 31-49.
- Fingleton, Jim, Anna Naupa et Chris Ballard, 2008, « Village Land Trusts in Vanuatu: One common Basket », dans AUSaid (sous la dir. de), *Making Land Work: Case Studies on Customary Land and Development in the Pacific*, Canberra, AusAID, consulté sur Internet (www.ausaid.gov.au/publications) le 10 septembre 2010.
- Forsyth, Miranda, 2009, *A Bird That Flies With Two Wings: The Kastom and State Justice Systems in Vanuatu*, Canberra, Australian National University E-Press, The Australian National University, consulté sur Internet (http://epress.anu.edu.au/kastom_citation.html) le 10 septembre 2010.
- Gardner, Helen, 2006, *Gathering for God: George Brown in Oceania*, Dunedin, Otago University Press.
- Hilliard, David, 1978, *God's Gentlemen: A History of the Melanesian Mission 1849-1942*, Brisbane, University of Queensland Press.

- Huffer, Elise et Grace Molisa, 1999, *Governance in Vanuatu: in Search of the Nakamal Way*, State, Society and Governance in Melanesia: Discussion Paper, 1999/4, Canberra, Australian National University.
- Jones, Frank L. et Philip Smith, 2001, « Diversity and Commonality in National Identities: An Exploratory Analysis of Cross-national Patterns », *Journal of Sociology*, vol. 37, n° 1, p. 45-63.
- Kernot, Sarah et Lai Sakita, 2008, *The Role of Chiefs in Peace-building in Port-Vila*, State, Society and Governance in Melanesia: Discussion Paper, 2008/4, Canberra, Australian National University.
- Lynch, John et Terry Crowley, 2001, *Languages of Vanuatu: A New Survey and Bibliography*, Canberra, Australian National University.
- Miles, William F.S., 1998, *Bridging Mental Boundaries in a Postcolonial Microcosm: Identity and Development in Vanuatu*, Honolulu, University of Hawaii Press.
- Morgan, Michael G., 2008, « The Origins and Effects of Party Fragmentation in Vanuatu », dans Roland Rich (sous la dir. de), *Political Parties in the Pacific Islands*, Canberra, Australian National University E-Press, p. 117-142, consulté sur Internet (<http://epress.anu.edu.au>) le 10 septembre 2010.
- Posso, Alberto et Matthew Clarke (à paraître), « Mobility and Economic Resilience in Melanesia », dans Simon Feeny (sous la dir. de), *Household Vulnerability and Resilience to Economic Shocks: Evidence from Melanesia*, Londres, Ashgate.
- Regenvanu, Ralph, 2008, « Issues with Land Reform in Vanuatu », *Journal of South Pacific Land Law*, vol. 12, n° 1, p. 63-67.
- Van Trease, Howard, 1987, *The Politics of Land in Vanuatu: from Colony to Independence*, Suva, Institute of Pacific Studies of the University of the South Pacific.
- Van Trease, Howard (sous la dir. de), 1995, *Melanesian Politics: Stael Blong Vanuatu*, Suva, Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific.
- Van Trease, Howard, 2005, « The Operation of the Single Non-transferable Vote System in Vanuatu », *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 43, n° 3, p. 296-332.